

1989, chapitre 55
**LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL DU QUÉBEC
ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES
AFIN DE FAVORISER L'ÉGALITÉ
ÉCONOMIQUE DES ÉPOUX**

Projet de loi 146

présenté par Madame Monique Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine

Présenté le 15 mai 1989

Principe adopté le 8 juin 1989

Adopté le 21 juin 1989

Sanctionné le 22 juin 1989

Entrée en vigueur: à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

- 1^{er} juillet 1989: aa. 1 à 47
G.O., 1989, Partie 2, p. 3457

Lois modifiées:

Code civil du Québec

Code civil du Bas Canada

Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)

Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)





CHAPITRE 55

Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux

[Sanctionnée le 22 juin 1989]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

PARTIE I

MODIFICATIONS AU CODE CIVIL DU QUÉBEC

C.c.Q.,
a. 444, mod. **1.** Il est ajouté à l'article 444 du Code civil du Québec un deuxième alinéa ainsi rédigé:

« En l'absence de choix exprès, la résidence familiale est présumée être celle où les membres de la famille exercent leurs principales activités. ».

C.c.Q.,
a. 449, mod. **2.** Il est ajouté, à la fin de l'article 449 du Code civil, un deuxième alinéa ainsi rédigé:

« Sont ainsi affectés les meubles destinés à garnir ou orner la résidence principale de la famille. ».

C.c.Q.,
a. 454, mod. **3.** Il est ajouté à la fin de l'article 454 du Code civil un deuxième alinéa ainsi rédigé:

« L'époux détenteur de droits qui lui confèrent l'usage de la résidence principale de la famille ne peut non plus en disposer sans le consentement de son conjoint. ».

C.c.Q.,
a. 455, mod. **4.** Le deuxième alinéa de l'article 455 du Code civil est remplacé par le suivant:

« Elle peut aussi résulter d'une déclaration à cet effet contenue dans un acte destiné à l'enregistrement. ».

C.c.Q.,
a. 455.1, aj.

5. Après l'article 455 du Code civil est ajouté un article 455.1 ainsi rédigé :

« **455.1** L'époux qui n'a pas consenti à l'acte pour lequel son consentement était requis peut, sans préjudice de ses autres droits, réclamer des dommages-intérêts de son conjoint ou de toute autre personne qui, par sa faute, lui a causé un préjudice. ».

C.c.Q.,
a. 458, mod.

6. À la fin de l'article 458 du Code civil, est ajouté un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« Il peut également attribuer à l'époux auquel il accorde la garde d'un enfant un droit d'usage de la résidence principale de la famille. ».

C.c.Q.,
a. 459, ab.

7. L'article 459 du Code civil est abrogé.

C.c.Q.,
aa. 462.1 à
462.17, aj.

8. Après l'article 462 du Code civil, sont ajoutées les sections suivantes :

« SECTION III

« DU PATRIMOINE FAMILIAL

« § 1.—*De la constitution du patrimoine*

« **462.1** Le mariage emporte constitution d'un patrimoine familial formé de certains biens des époux sans égard à celui des deux qui détient un droit de propriété sur ces biens.

« **462.2** Le patrimoine familial est constitué des biens suivants dont l'un ou l'autre des époux est propriétaire : la résidence principale et la résidence secondaire de la famille ou les droits qui confèrent l'usage de ces résidences, les meubles affectés à l'usage du ménage qui les garnissent ou les ornent, les véhicules automobiles utilisés pour les déplacements de la famille et les droits accumulés durant le mariage au titre d'un régime de retraite.

Entrent également dans ce patrimoine, les gains inscrits, durant le mariage, au nom de chaque époux en application de la Loi sur le régimes de rentes du Québec ou de programmes équivalents.

Sont toutefois exclus du patrimoine familial, si la dissolution du mariage résulte du décès, les gains visés au deuxième alinéa ainsi que

les droits accumulés au titre d'un régime de retraite régi par une loi qui accorde au conjoint survivant le droit à des prestations de décès.

Sont également exclus du patrimoine familial les biens échus à l'un des époux par succession, legs ou donation avant ou pendant le mariage.

Pour l'application des règles sur le patrimoine familial, est un régime de retraite :

- le régime régi par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite ou celui qui serait régi par cette loi si celle-ci s'appliquait au lieu où l'époux travaille,
- le régime de retraite régi par une loi semblable émanant d'une autorité législative autre que le Parlement du Québec,
- le régime de retraite établi par une loi émanant du Parlement du Québec ou d'une autre autorité législative,
- un régime enregistré d'épargne-retraite,
- tout autre instrument d'épargne-retraite, dont un contrat constitutif de rente, dans lequel ont été transférées des sommes provenant de l'un ou l'autre de ces régimes.

§ 2.—*Du partage du patrimoine*

« **462.3** En cas de séparation de corps, de dissolution ou de nullité du mariage, la valeur du patrimoine familial des époux, déduction faite des dettes contractées pour l'acquisition, l'amélioration, l'entretien ou la conservation des biens qui le constituent, est divisée à parts égales, entre les époux ou entre l'époux survivant et les héritiers, selon le cas.

Lorsque le partage a eu lieu à l'occasion de la séparation de corps, il n'y a pas de nouveau partage si, sans qu'il y ait eu reprise volontaire de la vie commune, il y a ultérieurement dissolution ou nullité du mariage.

« **462.4** La valeur nette du patrimoine familial est établie selon la valeur des biens qui constituent le patrimoine et des dettes contractées pour l'acquisition, l'amélioration, l'entretien ou la conservation des biens qui le constituent à la date du décès de l'époux ou à la date d'introduction de l'instance en vertu de laquelle il est statué sur la séparation de corps, le divorce ou la nullité du mariage, selon le cas; les biens sont évalués à leur valeur marchande.

Le tribunal peut, toutefois, à la demande de l'un ou l'autre des époux ou de leurs ayants droit, décider que la valeur nette du patrimoine familial sera établie selon la valeur de ces biens et de ces dettes à la date où les époux ont cessé de faire vie commune.

« **462.5** Une fois la valeur nette du patrimoine familial établie, on déduit de cette valeur les sommes payées par l'un des époux, avant le mariage, pour l'acquisition d'un bien du patrimoine familial; il en est de même des sommes payées par l'un d'eux, pendant le mariage, pour l'acquisition d'un bien de ce patrimoine, lorsque ces sommes lui échurent par succession, legs ou donation.

On déduit également de cette valeur la plus-value acquise, pendant le mariage, par l'un ou l'autre de ces biens, dans la même proportion que celle qui existait à la date du mariage ou, selon le cas, à la date d'acquisition du bien, entre les sommes payées sur ce bien et sa valeur.

« **462.6** L'exécution du partage du patrimoine familial a lieu en numéraire ou par dation en paiement.

Si l'exécution du partage a lieu par dation en paiement, les époux peuvent convenir de transférer d'autres biens que ceux du patrimoine familial.

« **462.7** Outre qu'il peut, lors du partage, attribuer certains biens à l'un des époux, notamment la propriété de la résidence familiale ou d'une partie des droits que l'époux débiteur possède dans l'entreprise familiale, le tribunal peut aussi, si cela est nécessaire pour éviter un préjudice, ordonner que l'époux débiteur exécute son obligation par versements échelonnés sur une période qui ne dépasse pas dix ans.

Il peut, également, ordonner toute autre mesure qu'il estime appropriée pour assurer la bonne exécution du jugement et, notamment, ordonner qu'une sûreté soit conférée à l'une des parties pour garantir l'exécution des obligations de l'époux débiteur.

« **462.8** Lorsqu'un bien du patrimoine familial a été aliéné dans l'année précédant le décès de l'un des époux ou l'introduction de l'instance en séparation de corps, divorce ou annulation de mariage et que ce bien n'a pas été remplacé, le tribunal peut ordonner qu'un paiement compensatoire soit fait à l'époux à qui aurait profité l'inclusion de ce bien dans le patrimoine familial.

Il en est de même lorsque le bien a été aliéné plus d'un an avant le décès de l'un des époux ou l'introduction de l'instance en séparation

de corps, divorce ou annulation de mariage et que cette aliénation a été faite dans le but de diminuer la part de l'époux à qui aurait profité l'inclusion de ce bien au patrimoine familial.

« **462.9** Le tribunal peut, sur demande, déroger au principe du partage égal et, quant aux gains inscrits en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec ou de programmes équivalents, décider qu'il n'y aura aucun partage de ces gains, lorsqu'il en résulterait une injustice compte tenu, notamment, de la brève durée du mariage, de la dilapidation de certains biens par l'un des époux ou encore de la mauvaise foi de l'un d'eux.

« **462.10** Les époux ne peuvent renoncer, par leur contrat de mariage ou autrement, à leurs droits dans le patrimoine familial.

Toutefois, un époux peut, à compter du décès de son conjoint ou du jugement de divorce, de séparation de corps ou de nullité de mariage, y renoncer, en tout ou en partie, par acte notarié portant minute; il peut aussi y renoncer, par une déclaration judiciaire dont il est donné acte, dans le cadre d'une instance en divorce, en séparation de corps ou en nullité de mariage.

Lorsque la renonciation est faite par acte notarié, elle doit être enregistrée au bureau d'enregistrement où se trouve le domicile de l'époux qui renonce. À défaut d'enregistrement dans un délai d'un an à compter de l'ouverture du droit au partage, l'époux renonçant est réputé avoir accepté.

« **462.11** La renonciation de l'un des époux, par acte notarié, au partage du patrimoine familial peut être annulée si elle est entachée d'une cause de nullité des contrats ou pour cause de lésion.

« **462.12** Le partage des gains inscrits au nom de chaque époux en application de la Loi sur le régime de rentes du Québec ou de programmes équivalents est exécuté par l'organisme chargé d'administrer le régime ou le programme, conformément à cette loi ou à la loi applicable à ce programme, sauf si cette dernière ne prévoit aucune règle de partage.

« **462.13** Le partage des droits accumulés par l'un des époux au titre d'un régime de retraite régi ou établi par une loi est effectué conformément, s'il en existe, aux règles d'évaluation et de dévolution édictées par cette loi.

Toutefois, le partage de ces droits ne peut en aucun cas avoir pour effet de priver le titulaire original de ces droits de plus de la moitié de la valeur totale des droits qu'il a accumulés avant ou pendant le mariage, ni de conférer au bénéficiaire du droit au partage plus de

droits que n'en possède, en vertu de son régime, le titulaire original de ces droits.

Entre les époux ou pour leur bénéfice, et nonobstant toute disposition contraire, ces droits ainsi que ceux accumulés au titre d'un autre régime de retraite sont cessibles et saisissables pour le partage du patrimoine familial.

« SECTION IV

« DE LA PRESTATION COMPENSATOIRE

« **462.14** Au moment où il prononce la séparation de corps, le divorce ou la nullité du mariage, le tribunal peut ordonner à l'un des époux de verser à l'autre, en compensation de l'apport de ce dernier, en biens ou en services, à l'enrichissement du patrimoine de son conjoint, une prestation payable au comptant ou par versements, en tenant compte, notamment, des avantages que procurent le régime matrimonial et le contrat de mariage. Il en est de même en cas de décès; il est alors, en outre, tenu compte des avantages que procure au conjoint survivant la succession.

Lorsque le droit à la prestation compensatoire est fondé sur la collaboration régulière de l'époux à une entreprise, que cette entreprise ait trait à un bien ou à un service et qu'elle soit ou non à caractère commercial, la demande peut en être faite dès la fin de la collaboration si celle-ci est causée par l'aliénation, la dissolution ou la liquidation volontaire ou forcée de l'entreprise.

« **462.15** L'époux collaborateur peut prouver son apport à l'enrichissement du patrimoine de son conjoint par tous moyens.

« **462.16** Lorsqu'il y a lieu au paiement d'une prestation compensatoire, le tribunal en fixe la valeur, à défaut d'accord entre les parties. Celui-ci peut également déterminer, le cas échéant, les modalités du paiement et ordonner que la prestation soit payée au comptant ou par versements ou qu'elle soit payée par l'attribution de droits dans certains biens.

Si le tribunal attribue à l'un des époux ou au conjoint survivant un droit sur la résidence familiale, sur les meubles affectés à l'usage du ménage ou des droits accumulés au titre d'un régime de retraite, les dispositions des sections II et III sont applicables.

« **462.17** L'un des époux peut, pendant le mariage, convenir avec son conjoint d'acquitter en partie la prestation compensatoire. Le paiement reçu doit être déduit lorsqu'il y a lieu de fixer la valeur de la prestation compensatoire. ».

C.c.Q.,
a. 482, mod. **9.** À la deuxième ligne du paragraphe 4° de l'article 482 du Code civil est inséré après le mot « bénéficiaire » le mot « déterminé ».

C.c.Q.,
a. 483, mod. **10.** Aux deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa de l'article 483 du Code civil sont supprimés les mots « que l'époux peut racheter par anticipation ».

C.c.Q.,
a. 485, mod. **11.** Le deuxième alinéa de l'article 485 du Code civil est supprimé.

C.c.Q.,
a. 489, mod. **12.** Il est ajouté à l'article 489 du Code civil un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, aucune récompense n'est due si l'investissement était nécessaire pour maintenir les revenus de cette entreprise. ».

C.c.Q.,
a. 495, mod. **13.** À la fin du premier alinéa de l'article 495 du Code civil sont ajoutés les mots « , sous réserve de l'application des règles relatives au patrimoine familial. ».

C.c.Q.,
a. 500, mod. **14.** À la fin du deuxième alinéa de l'article 500 du Code civil, les mots « renoncer au partage » sont remplacés par les mots « recevoir la part des acquêts de son conjoint qui lui revient que si ce dernier a lui-même accepté le partage des acquêts de celui qui s'est immiscé ».

C.c.Q.,
a. 503,
remp. **15.** L'article 503 du Code civil est remplacé par le suivant :

« **503.** Un époux est privé du partage des acquêts de son conjoint s'il a diverti ou recelé des acquêts, s'il a dilapidé ses acquêts ou s'il les a administrés de mauvaise foi. ».

C.c.Q.,
a. 504, mod. **16.** À la fin de l'article 504 du Code civil sont ajoutés les mots suivants : « Toutefois, la renonciation peut être annulée si elle est entachée d'une cause de nullité des contrats ou pour cause de lésion. ».

C.c.Q.,
a. 505, mod. **17.** À l'article 505 du Code civil :

1° sont insérés, au début du premier alinéa, après le mot « décès », les mots « et que le conjoint survivant a accepté le partage des acquêts de l'époux décédé » ;

2° est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Le refus du conjoint survivant est opposable aux créanciers de l'époux décédé. ».

C.c.Q.,
a. 514,
remp. **18.** L'article 514 du Code civil est remplacé par le suivant :

« **514.** Le règlement des récompenses effectué, on établit la valeur nette de la masse des acquêts et celle-ci est partagée, par moitié, entre les époux. L'époux titulaire du patrimoine peut payer à son conjoint la part qui lui revient en numéraire ou par dation en paiement. ».

C.c.Q.,
a. 517, mod.

19. Le deuxième alinéa de l'article 517 du Code civil est remplacé par les suivants :

« Après le partage, les créanciers antérieurs peuvent uniquement poursuivre le paiement de leur créance contre l'époux débiteur, à moins qu'il n'ait pas été tenu compte de cette créance lors du partage. En ce cas, ils peuvent, après avoir discuté les biens de leur débiteur, poursuivre le conjoint. Chaque époux conserve alors un recours contre son conjoint pour les sommes auxquelles il aurait eu droit si la créance avait été payée avant le partage.

Le conjoint de l'époux débiteur ne peut, en aucun cas, être appelé à payer une somme supérieure à la part des acquêts qu'il a reçue de son conjoint. ».

C.c.Q.,
a. 524.1, aj.

20. Après l'article 524 du Code civil est ajoutée une section IV ainsi rédigée :

« SECTION IV

« DES RÉGIMES COMMUNAUTAIRES

« **524.1** Lorsque les époux optent pour un régime matrimonial communautaire et qu'il est nécessaire de suppléer aux dispositions de la convention, on doit référer aux règles de la société d'acquêts, compte tenu des adaptations nécessaires.

Les époux mariés sous l'ancien régime de communauté légale peuvent invoquer les règles de dissolution et de liquidation du régime de la société d'acquêts lorsqu'elles ne sont pas incompatibles avec les règles de leur régime matrimonial. ».

C.c.Q.,
a. 530, mod.

21. À la fin du deuxième alinéa de l'article 530 du Code civil, les mots « à une date antérieure par application de l'article 498 » sont remplacés par les mots « à la date où les époux ont cessé de faire vie commune ».

C.c.Q.,
a. 556, mod.

22. À la fin du deuxième alinéa de l'article 556 du Code civil, les mots « à une date antérieure par application de l'article 498 » sont

remplacés par les mots « à la date où les époux ont cessé de faire vie commune ».

C.e.Q.,
aa. 533 et
559, ab.

23. Les articles 533 et 559 du Code civil sont abrogés.

PARTIE II

MODIFICATIONS AU CODE CIVIL DU BAS CANADA

C.c.B.C.,
aa. 607.1 à
607.11, aj.

24. Il est inséré après l'article 607 du Code civil du Bas Canada une section III ainsi rédigée :

« SECTION III

« DE LA SURVIE DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE

« **607.1** Tout créancier d'aliments peut, dans les six mois qui suivent le décès, réclamer de la succession, que celle-ci soit *ab intestat* ou testamentaire, une contribution financière à titre d'aliments.

Ce droit existe encore que le créancier soit héritier ou légataire ou que le droit aux aliments n'ait pas été exercé avant la date du décès, mais il n'existe pas au profit de celui qui est indigne de succéder au défunt.

« **607.2** La contribution est attribuée sous forme d'une somme forfaitaire payable au comptant ou par versements.

La contribution attribuée à l'ex-conjoint du défunt qui percevait effectivement une pension alimentaire au moment du décès équivaut à six mois d'aliments. Celle accordée aux autres créanciers d'aliments est fixée en accord avec la personne chargée de liquider la succession agissant avec le consentement des héritiers et des légataires ou, à défaut d'entente, par le tribunal.

« **607.3** Pour fixer la contribution, il est tenu compte des besoins et facultés du créancier, des circonstances dans lesquelles il se trouve et du temps qui lui est nécessaire pour acquérir une autonomie suffisante ou, si le créancier percevait effectivement des aliments du défunt à l'époque du décès, du montant des versements qui avait été fixé par le tribunal pour le paiement de la pension alimentaire ou de la somme forfaitaire accordée à titre d'aliments.

Il est tenu compte également de l'actif de la succession, des avantages que celle-ci procure au créancier, des besoins et facultés des héritiers et des légataires, ainsi que, le cas échéant, du droit d'autres personnes à des aliments.

« **607.4** Lorsque la contribution est réclamée par le conjoint ou un descendant, la valeur des libéralités faites par le défunt par acte entre vifs dans les trois ans précédant le décès et celles ayant pour terme le décès sont considérées comme faisant partie de la succession pour fixer la contribution.

« **607.5** La contribution accordée au conjoint ou à un descendant ne peut excéder la différence entre la moitié de la part à laquelle il aurait pu prétendre si toute la succession, y incluant la valeur des libéralités, avait été dévolue *ab intestat* et ce qu'il reçoit; dans les autres cas, elle est égale à la valeur de six mois d'aliments.

Toutefois, la contribution accordée au créancier qui percevait effectivement des aliments du défunt à l'époque du décès ne peut, en aucun temps, excéder le moindre de la valeur de six mois d'aliments ou 10 p. cent de la valeur de la succession, y incluant, le cas échéant, la valeur des libéralités.

« **607.6** Lorsque l'actif de la succession est insuffisant pour payer entièrement les contributions dues au conjoint ou à un descendant, en raison des libéralités faites par acte entre vifs dans les trois ans précédant le décès ou de celles ayant pour terme le décès, le tribunal peut ordonner la réduction de ces libéralités.

Toutefois, les libéralités auxquelles le conjoint ou le descendant a consenti ne peuvent être réduites et celles qu'il a reçues doivent être imputées sur sa créance.

« **607.7** Est présumée être une libéralité toute alinéation, sûreté ou charge consentie par le défunt pour une prestation dont la valeur est très inférieure à celle du bien au temps où elle a été faite.

« **607.8** Sont assimilés à des libéralités les avantages découlant d'un régime de retraite visé à l'article 462.2 du Code civil du Québec ou d'un contrat d'assurance de personne, lorsque ces avantages auraient fait partie de la succession ou auraient été versés au créancier n'eût été la désignation d'un propriétaire subsidiaire ou d'un bénéficiaire, par le défunt, dans les trois ans précédant le décès. Malgré toute disposition à l'effet contraire, les droits que confèrent les avantages découlant d'un régime d'épargne-retraite ou d'un contrat d'assurance de personne sont cessibles et saisissables pour le paiement d'une créance alimentaire payable en vertu de cette section.

« **607.9** À moins qu'ils n'aient été manifestement exagérés eu égard aux facultés du défunt, les frais d'entretien ou d'éducation et les cadeaux d'usage ne sont pas considérés comme des libéralités.

« **607.10** La réduction des libéralités se fait contre un ou plusieurs des bénéficiaires simultanément.

Au besoin, le tribunal fixe la part que doit payer chacun des bénéficiaires poursuivis ou mis en cause.

« **607.11** Le paiement de la réduction se fait, à défaut d'accord entre les parties, aux conditions que le tribunal détermine et suivant les modalités de garantie et de paiement qu'il fixe.

Elle ne peut être ordonnée en nature, mais le débiteur peut toujours se libérer par la remise du bien. ».

C.c.B.C.,
a. 624c, ab.

25. L'article 624c du Code civil du Bas Canada est abrogé.

C.c.B.C.,
a. 735.1,
mod.

26. Les deuxième et troisième alinéas de l'article 735.1 du Code civil du Bas Canada sont abrogés.

C.c.B.C.,
a. 2161a, aj.

27. Il est ajouté après l'article 2161 du Code civil du Bas Canada un article 2161a rédigé comme suit :

« **2161a.** Lorsque la déclaration de résidence résulte d'une déclaration à cet effet contenue dans un acte destiné à l'enregistrement, le registrateur doit l'indiquer à l'index des immeubles par une inscription spéciale. ».

C.c.B.C.,
a. 2261.1,
mod.

28. Il est ajouté à la fin de l'article 2261.1 du Code civil du Bas Canada un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Il en est de même de l'action en dommages-intérêts prévue à l'article 455.1 du Code civil du Québec. ».

C.c.B.C.,
a. 2261.3, aj.

29. Il est ajouté après l'article 2261.2 du Code civil du Bas Canada un article 2261.3 ainsi rédigé :

« **2261.3** L'action visant à faire annuler la renonciation au partage des acquêts du conjoint ou du patrimoine familial se prescrit par deux ans depuis l'acte. ».

PARTIE III

MODIFICATIONS AU CODE DE PROCÉDURE CIVILE

c. C-25,
a. 553, mod.

30. À l'article 553 du Code de procédure civile :

1° le paragraphe 7 du premier alinéa de cet article est remplacé par le suivant :

« 7. Les prestations accordées au titre d'un régime complémentaire de retraite auquel cotise un employeur pour le compte de ses employés, les autres sommes déclarées insaisissables par une loi régissant ces régimes ainsi que les cotisations qui sont ou doivent être versées à ces régimes; »;

2° le dernier alinéa de cet article est remplacé par le suivant :

« Néanmoins, malgré toute disposition contraire d'une loi générale ou spéciale, les revenus mentionnés aux paragraphes 4, 6, 8 et 11, ainsi que les sommes mentionnées au paragraphe 7 ne sont insaisissables, s'il s'agit de l'exécution du partage entre époux du patrimoine familial ou du paiement d'une dette alimentaire ou d'une prestation compensatoire, qu'à concurrence de cinquante pour cent. ».

c. C-25,
a. 553.2,
mod.

31. À la troisième ligne de l'article 553.2 du Code de procédure civile le nombre « 5 000 » est remplacé par le nombre « 10 000 ».

c. C-25,
a. 670, mod.

32. À l'article 670 du Code de procédure civile est inséré après le paragraphe *e* le texte suivant :

« *e.1)* s'il s'agit d'un immeuble qui sert de résidence familiale, son prix minimal d'adjudication en vertu de l'article 687.1; ».

c. C-25,
a. 687.1, aj.

33. Après l'article 687 du Code de procédure civile est inséré un article 687.1 ainsi rédigé :

« **687.1** Un immeuble servant de résidence familiale ne peut être adjugé à un prix qui soit inférieur à 50 p. cent de l'évaluation de cet immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), à moins que le tribunal ne permette la vente à un prix inférieur. ».

c. C-25,
a. 734.0.1,
mod.

34. À la deuxième ligne de l'article 734.0.1 du Code de procédure civile, sont insérés entre les mots « biens » et « en », les mots « en paiement d'une prestation compensatoire, ».

c. C-25,
a. 817.2,
mod.

35. À la fin de l'article 817.2 du Code de procédure civile est ajouté un troisième alinéa ainsi rédigé :

« Il doit également notifier sans délai ce jugement à la Régie des rentes du Québec. ».

PARTIE IV

MODIFICATIONS À LA LOI SUR LE RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

c. R-9,
a. 96, mod.

36. L'article 96 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe e, de « 102.6 » par « 102.5 ».

c. R-9,
aa. 102.1 à
102.8, remp.

37. Les articles 102.1 à 102.8 de cette loi sont remplacés par les suivants :

Gains
admissibles
partageables

« **102.1** Les gains admissibles non ajustés de deux ex-conjoints, rectifiés, le cas échéant, dans la proportion indiquée à l'article 180, peuvent être partagés entre eux dans la mesure et de la manière prévues aux articles 102.2 à 102.10.1.

Restrictions

Toutefois, il n'y a aucun partage lorsque le tribunal mentionne, dans le jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, que les ex-conjoints se sont mutuellement cédés les droits pouvant résulter du partage de leurs gains ou qu'il n'y a aucun partage de ces gains, ou lorsque l'ex-conjoint qui aurait bénéficié d'un tel partage y a renoncé.

-ex-
conjoints-

« **102.2** Aux fins du partage des gains admissibles non ajustés l'expression « ex-conjoints » désigne, selon le cas :

a) deux personnes dont le mariage a été dissous par divorce ou déclaré nul,

b) deux personnes mariées et séparées de corps.

Valeur du
patrimoine

« **102.3** Le partage prévu à l'article 102.1 consiste à répartir en parts égales, entre les ex-conjoints, la somme de leurs gains admissibles non ajustés pour chacun des mois compris dans la période qui s'étend du début de l'année de leur mariage jusqu'à la fin de l'année qui a précédé la date de prise d'effet du divorce, de l'annulation du mariage ou de la séparation de corps ou, si le tribunal mentionne dans le jugement de divorce, d'annulation ou de séparation que la valeur du patrimoine familial doit être établie à la date où les époux ont cessé de faire vie commune, jusqu'à la fin de l'année qui a précédé cette date.

État des
gains
admissibles

« **102.3.1** Dès qu'est introduite une demande en séparation de corps, en divorce ou en nullité de mariage, le conjoint d'un cotisant peut, sur demande, obtenir un état des gains admissibles non ajustés portés au compte de ce cotisant au registre des gains.

Restrictions

« **102.4** Aucun partage n'a lieu à l'égard des mois suivants :

a) les mois antérieurs au 18^e anniversaire de naissance de l'un des ex-conjoints;

b) le mois du 70^e anniversaire de naissance de l'un des ex-conjoints ainsi que les mois postérieurs à cet anniversaire;

c) les mois pour lesquels une rente d'invalidité ou une rente de retraite est payable à l'un des ex-conjoints en vertu de la présente loi ou d'un régime équivalent;

d) les mois compris dans la période globale d'indemnité de l'un des ex-conjoints;

e) les mois compris dans une année au cours de laquelle la somme des gains admissibles non ajustés des ex-conjoints, calculée selon la présente loi ou un régime équivalent pour cette année, n'est pas supérieure au double de l'exemption générale pour la même année.

Régime
équivalent

En outre, lorsque pour un mois donné, l'un des ex-conjoints a versé une contribution à un régime équivalent, le partage n'a lieu que si, à l'égard de ce mois, il y a partage en vertu de ce régime équivalent.

Demande de
partage

« **102.5** La demande de partage est censée être faite le jour où le jugement de divorce, d'annulation du mariage ou de séparation de corps ainsi que les renseignements prescrits sont reçus à un bureau de la Régie.

Jugement
hors Québec

Lorsque le divorce, l'annulation du mariage, ou encore la séparation de corps résulte d'un jugement prononcé à l'extérieur du Québec, cette demande est censée être faite le jour où la formule exigée par la Régie, complétée et accompagnée des documents prescrits, est reçue à l'un de ses bureaux.

Restriction

Toutefois, aucune demande n'est censée faite avant la prise d'effet d'un tel jugement.

Représen-
tants
légaux

« **102.6** La demande de partage résultant d'un jugement prononcé à l'extérieur du Québec peut être formulée par les représentants légaux.

Ayant
droit

Cette demande peut également être faite par l'ayant droit ou l'orphelin d'un ex-conjoint lorsque ce dernier est décédé sans avoir présenté une telle demande.

Représen-
tant

« **102.7** Celui qui fait une demande de partage à titre de représentant, d'ayant droit ou d'orphelin d'un ex-conjoint doit fournir à la Régie le document établissant son titre.

Avis de
partage

« **102.7.1** Dès que la Régie procède au partage, elle en donne un avis écrit à chacun des ex-conjoints ou requérants dont elle détient les adresses en lui fournissant un état contenant, pour la période du partage, les gains admissibles non ajustés portés au compte des ex-conjoints avant et après le partage.

Jugement
hors Québec

« **102.8** Dans le cas d'un jugement prononcé à l'extérieur du Québec, l'ex-conjoint qui a demandé le partage peut, dans les quatre-vingt-dix jours de la réception de l'avis mentionné à l'article 102.7.1, retirer une telle demande.

Gains
admissibles
non ajustés

« **102.8.1** Aucun nouveau partage de gains admissibles non ajustés portés pour un mois au compte d'un cotisant ne peut avoir lieu au profit d'un ex-conjoint qui a déjà profité d'un partage antérieur de ses gains pour ce mois. ».

c. R-9,
a. 102.10.1,
aj.

38. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 102.10, de l'article suivant :

Dispositions
applicables

« **102.10.1** Les articles 102.1 à 102.8.1 ne s'appliquent qu'à un partage résultant d'un divorce, d'une annulation de mariage ou d'une séparation de corps survenu à la suite d'un jugement dont la prise d'effet est postérieure au 30 juin 1989. ».

c. R-9,
a. 186, mod.

39. Le premier alinéa de l'article 186 est modifié par l'insertion dans la troisième ligne après le mot « montant » de ce qui suit : « ou d'une décision rendue sur le partage des gains admissibles non ajustés d'un ex-conjoint ».

c. R-9,
a. 194, mod.

40. L'article 194 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Rectifica-
tion du
registre

« Toutefois, si, selon les renseignements fournis après ce délai par un employeur, un travailleur, un ex-conjoint au sens de l'article 102.2 ou tirés de leurs registres, il appert que le montant des gains admissibles non ajustés inscrit dans le registre des gains au compte d'un cotisant ou ex-conjoint est moindre que le montant qui devrait y être inscrit, la Régie peut rectifier le registre en conséquence. ».

c. R-9,
a. 219, mod.

41. L'article 219 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe u.

PARTIE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Renonciation
à l'applica-
tion de
certains
articles

42. Les articles 462.1 à 462.13 du Code civil du Québec relatifs au patrimoine familial des époux sont applicables aux époux mariés avant l'entrée en vigueur desdits articles, à moins qu'ils ne manifestent, dans les dix-huit mois de leur entrée en vigueur, par acte notarié, ou par une déclaration judiciaire conjointe faite au cours d'une instance en divorce, en séparation de corps ou en nullité de mariage dont il est donné acte, leur volonté de ne pas y être assujettis en tout ou en partie. Cet acte notarié doit être inscrit au registre central des régimes matrimoniaux à la diligence du notaire instrumentant.

Dispositions
non applica-
bles avant le
15 mai 1989

Ces articles ne sont pas applicables, à moins de reprise de la vie commune, aux époux qui, avant le 15 mai 1989, avaient cessé de faire vie commune et avaient réglé, par une entente écrite ou autrement, les conséquences de leur séparation.

Demandes
avant le
15 mai 1989

En outre, ils ne sont pas applicables aux demandes en séparation de corps, divorce ou annulation de mariage introduites avant le 15 mai 1989.

Partage
des rentes

L'inapplication à certains époux des articles relatifs au patrimoine familial ne les prive cependant pas du droit au partage de leurs gains inscrits en application de la Loi sur le régime de rentes du Québec ou de programmes équivalents, conformément aux dispositions de ces articles, si ces époux font ultérieurement l'objet d'un jugement en séparation de corps, divorce ou nullité de mariage qui prend effet après le 30 juin 1989 et que le partage de ces gains n'a, à ce jour, jamais été effectué entre eux.

Aliénation
avant le
partage

43. L'article 462.8 du Code civil du Québec relatif à l'aliénation, avant le partage, d'un bien qui faisait partie du patrimoine familial est inapplicable à l'égard des actes d'aliénation conclus avant le 1^{er} juillet 1989, à moins qu'ils n'aient été faits dans le but de diminuer la part de l'époux auquel aurait profité l'inclusion de ce bien au patrimoine familial.

Dispositions
applicables
à certains
jugements

44. Les articles 102.1 à 102.10 de la Loi sur le régime de rentes du Québec et les règlements adoptés en vertu du paragraphe *u* de l'article 219 de cette loi, en vigueur le 30 juin 1989 continuent de s'appliquer aux partages résultant d'un divorce ou d'une annulation de mariage survenu à la suite d'un jugement dont la prise d'effet est antérieure au 1^{er} juillet 1989.

Loi sur
les régimes
complémentaires de
retraite

45. La référence faite à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite au dernier alinéa de l'article 462.2 du Code civil du Québec, édicté par l'article 8 de la présente loi, doit se lire, jusqu'au 31 décembre 1989, comme étant une référence à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17), dans la mesure où il s'agit d'un régime qui sera couvert par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

Évaluation
des droits

46. L'établissement et l'évaluation des droits des époux en vertu de l'un ou l'autre des régimes de retraite visés au dernier alinéa de l'article 462.2 du Code civil du Québec, édicté par l'article 8 de la présente loi, ne peuvent être effectués avant la date ou les dates fixées par le gouvernement. Il en est de même de l'acquittement des droits attribués aux époux.

Effet

Toutefois, l'établissement et l'évaluation de ces droits ont effet, selon le cas, à la date du décès de l'époux, à la date d'introduction de l'instance en vertu de laquelle il est statué sur la séparation de corps, le divorce, la nullité de mariage ou le paiement d'une prestation compensatoire ou à la date de la cessation de la vie commune.

Entrée en
vigueur

47. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.